

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/38

18 octobre 1995

(95-3149)

Comité des sauvegardes

Original: français

REPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE JAPON¹ AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS COMMUNAUTAIRES²

La délégation permanente des Communautés européennes a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 octobre 1995.

Article 5, paragraphe 1, de l'Accord sur les sauvegardes et article 16, paragraphe 1, du Règlement (CE) n° 3285/94 sur les sauvegardes

L'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes se réfère aux modalités d'application des mesures de sauvegarde. Les dispositions de cet article sont reflétées dans l'article 20 du Règlement (CE) n° 3285/94.

L'article 16.1 du Règlement (CE) n° 3285/94 concerne les conditions de fond qui doivent exister pour l'adoption des mesures de sauvegarde. Ces conditions sont celles indiquées par l'article 2 de l'Accord. En outre, l'article 16, paragraphe 1, précise que les mesures de sauvegarde sont adoptées aux fins de sauvegarder les intérêts de la Communauté.

De façon générale et préalable, l'on peut dire que lorsque des mesures de sauvegarde sont adoptées, l'intérêt de la Communauté est celui de prévenir ou de remédier à un préjudice grave pour les producteurs communautaires.

L'examen des décisions spécifiques, qui, en vertu du droit communautaire (article 190 du Traité instituant la Communauté européenne), doivent être motivées et justifiées, indiquera cas par cas les raisons pour lesquelles les mesures de sauvegarde ont été adoptées et illustrera les critères qui ont permis de conclure que ces mesures sont dans l'intérêt de la Communauté.

¹G/SG/W/23.

²G/SG/N/1/EEC/1.